



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2010 B 10964

Numéro SIREN : 522 569 029

Nom ou dénomination : A440

Ce dépôt a été enregistré le 17/10/2016 sous le numéro de dépôt 102988

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 17-10-2016

N° DE DEPOT : 2016R102988

N° GESTION : 2010B10964

N° SIREN : 522569029

DENOMINATION : A440

ADRESSE : 68 bis rue du Poteau 75018 Paris

DATE D'ACTE : 12-08-2016

TYPE D'ACTE : Rapport du commissaire à la transformation

NATURE D'ACTE :



ARICE

A 440

Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros
Siège social : 68, bis rue du Poteau – 75018 PARIS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA TRANSFORMATION
ET DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LA TRANSFORMATION DE LA SOCIETE EN SOCIETE
PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**



A l'associé unique,

En notre qualité d'une part de commissaire aux comptes désigné en application des dispositions de l'article L 223-43 du code de commerce et d'autre part de commissaire à la transformation désigné en application des dispositions de l'article L 224-3 du même code par décision de l'associé unique, nous avons établi le présent rapport afin :

- de vous présenter notre analyse de la situation de la société ;
- de vous faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et, le cas échéant sur les avantages particuliers stipulés et de nous prononcer en application des dispositions de l'article R 224-3 du code de commerce, sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social.

Mission du commissaire aux comptes sur la situation de la société

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à analyser la situation de la société au regard de caractéristiques financières et d'exploitation.

La synthèse de cette analyse est la suivante :

- Les derniers comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2015, font apparaître un chiffre d'affaires de 170 K€, en croissance de 59 % par rapport à l'exercice précédent, un bénéfice net de 57 K€, en augmentation de 30 % au regard de celui de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Les capitaux propres sont de 102 K€ pour un capital de 1 K€.
- Nous n'avons pas observé d'évènements survenus depuis la clôture du dernier exercice ni de faits de nature à remettre en cause la transformation de la société en SAS.

FR

Mission de commissaire à la transformation

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté :

- à contrôler par sondages les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d'existence, d'appartenance et d'évaluation ;
- à vérifier si, compte tenu des événements survenus depuis la date de clôture du dernier exercice, le montant des capitaux propres déterminé selon les mêmes règles et méthodes comptables que celles utilisées pour l'établissement des derniers comptes annuels est au moins égal au montant du capital social.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Sur la base de nos travaux, nous attestons que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital.

Paris, le 12 août 2016

Pour la S.A.S ARICE
Société de Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Florence REBOUL
Commissaire aux comptes



1

BILAN SIMPLIFIÉ

DGFIP N° 2033-A 2016

Formulaire obligatoire (article 302 septies
A bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise A440 EURL

Néant * ☐

Adresse de l'entreprise 68 bis rue du Poteau 75018 PARIS

SIREN

5 2 2 5 6 9 0 2 9

Durée de l'exercice en nombre de mois*

12

Durée de l'exercice précédent*

12

		Exercice N clos le		Exercice N-1 clos le	
		3 1 1 2 2 0 1 5		3 1 1 2 2 0 1 4	
ACTIF		Brut 1	Amortissements-Provisions 2	Net 3	Net 4
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles { Fonds commercial* 010		012		2 171
	{ Autres* 014	42 352	016	9 677	14 828
	Immobilisations corporelles* 028	23 446	030	14 638	1 702
	Immobilisations financières* (1) 040	150	042	150	
Total I (5) 044		65 948	048	47 463	18 700
ACTIF CIRCULANT	STOCKS				
	Matières premières, approvisionnements, en cours de production* 050		052		
	Marchandises* 060	850	062	850	
	Avances et acomptes versés sur commandes 064		066		
	Créances (2) { Clients et comptes rattachés* 068	22 600	070	22 600	10 790
	{ Autres* (3) 072	4 171	074	4 171	2 575
	Valeurs mobilières de placement 080		082		
	Disponibilités 084	79 622	086	79 622	44 559
Charges constatées d'avance* 092		094			
Total II 096		107 243	098	107 243	57 924
Total général (I + II) 110		173 191	112	154 706	76 624
PASSIF					
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel* 120		1 000	1 000	
	Écarts de réévaluation 124				
	Réserve légale 126		100	100	
	Réserves réglementées* 130				
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants* 131				
	Report à nouveau 134		43 908	(338)	
	Résultat de l'exercice 136		57 387	44 246	
	Provisions réglementées 140				
Total I 142			102 395	45 008	
Provisions pour risques et charges Total II 154					
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées 156				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours 164				
	Fournisseurs et comptes rattachés* 166		26 752	10 346	
	Autres dettes (dont comptes courants d'associés de l'exercice N 169	4	25 559	21 270	
	Produits constatés d'avance 174				
Total III 176			52 311	31 616	
Total général (I + II + III) 180			154 706	76 624	
RENVIS	(1) Dont immobilisations financières à moins d'un an 193		(4) Dont dettes à plus d'un an 195		
	(2) Dont créances à plus d'un an 197		(5) Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice* 182	34 013	
	(3) Dont comptes courants d'associés débiteurs 199		Prix de vente hors T.V.A. des immobilisations cédées au cours de l'exercice* 184		

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033 NOT

FR

IMPORTANT : Ne pas adresser ce formulaire à l'administration fiscale sous forme imprimée. Les données de ce formulaire doivent être télétransmises.

② COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ DE L'EXERCICE (en liste)

DGFiP N° 2033-B 2016

Formulaire obligatoire (article 102 septies A-bis du Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise **A440 EURL**

Néant * ☐

A — RÉSULTAT COMPTABLE

Formulaire déposé au titre de l'IR 018

Exercice N clos le

3 1 1 2 2 0 1 5

Exercice N-1 clos le

3 1 1 2 2 0 1 4

PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises*	209		210	279	
	Production vendue { biens dont export et livraisons intracommunautaires services* }	215		214		
		217		218	170 134	106 870
	Production stockée* (Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)			222		
	Production immobilisée*			224	17 201	23 511
	Subventions d'exploitation reçues			226		
	Autres produits			230	16 502	8
	Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)			232	204 116	130 389
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)			234		
	Variation de stock (marchandises)*			236	(850)	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements* (y compris droits de douane)			238	24 475	9 289
	Variation de stock (matières premières et approvisionnement)*			240		
	Autres charges externes* { dont crédit bail : — mobilier : — immobilier : }			242	64 634	43 094
	Impôts, taxes et versements assimilés (dont taxe professionnelle CFE et CVAE* 75)	243	75	244	195	209
	Rémunérations du personnel*			250	35 350	24 982
	Charges sociales			252	26	(9 764)
	Dotations aux amortissements*			254	5 251	7 362
	Dotations aux provisions			256		
	Autres charges { dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger* dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles }	259		262	713	1
		260				
	Total des charges d'exploitation (II)			264	129 795	75 174
	I — RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			270	74 321	55 215
PRODUITS ET CHARGES DIVERS	Produits financiers (III)			280	4	
	Produits exceptionnels (IV)			290	1 300	
	Charges financières (V)			294	28	5
	Charges exceptionnelles (VI)			300		
	Impôts sur les bénéfices* (VII)			306	18 210	10 964
	2 — BÉNÉFICE OU PERTE : Produits (I+III+IV) — Charges (II+V+VI+VII)			310	57 387	44 246
	B — RÉSULTAT FISCAL Reportez le bénéfice comptable col.1, le déficit comptable col.2			312	57 387	314
Rémunérations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*			316		
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 C.G.I.) et autres amortissements non déductibles			318		
	Provisions non déductibles*			322		
	Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice 2033-NOT-SD)			324	18 210	
	Divers* dont intérêts excédentaires des cples-cts d'associés 247 écarts de valeurs liquidatives sur OPCVM* 248			330		
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime			998		
	Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime			999		
Déductions	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime			997		
	Entreprises nouvelles (44, sexes) 986 ZFU TE (44, octies et octies A) 987 ZRD (44, sexes) 127				342	
	Reprise d'entreprises en difficulté (44, sexes) 981 JEL (44, sexes A) 989 ZRR (44, sexes) 138					
	Dont divers ZFA (44, sexes) 345 Investissements outre-mer 344 Créance due au report en arrière de déficit 346					
	Déduction exceptionnelle (Art. 39 decies)			655		350
Déficits	RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS Bénéfice col. 1 Déficit col. 2			352	75 597	354
	Déficit de l'exercice reporté en arrière* (Entreprises I.S. seulement)			356		
	Déficits antérieurs reportables : * dont imputés sur le résultat					360
	RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS Bénéfice col. 1 Déficit col. 2			370	75 597	372

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT.

fr

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 17-10-2016

N° DE DEPOT : 2016R102988

N° GESTION : 2010B10964

N° SIREN : 522569029

DENOMINATION : A440

ADRESSE : 68 bis rue du Poteau 75018 Paris

DATE D'ACTE : 31-08-2016

TYPE D'ACTE : Décision(s) de l'associé unique

NATURE D'ACTE : Changement de forme juridique

A440

Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée au capital de 1.000 E

Siège social : 68 bis rue du Poteau 75018 Paris

R.C.S. PARIS 522 569 029

DECISIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 31/08/

**Transformation de la société en Société par actions simplifiée
Modifications statutaires subséquentes
Nomination du Président**

L'an deux mille seize
Le trente et un août 2016
A seize heures.

Monsieur Thomas Roussel, demeurant 68 bis rue du Poteau à Paris (75018), propriétaire de la totalité des 100 parts sociales de dix euros de nominal chacune composant le capital social, intégralement libéré, de la société « A440 », agissant en qualité d'associé unique et de Gérant de ladite société, a préalablement exposé ce qui suit :

En sa qualité de Gérant de la société, Monsieur Thomas Roussel, associé unique, a établi le rapport de gérance et le projet des statuts de la société sous la forme de la société par actions simplifiée.

Il indique également que le rapport du Commissaire à la Transformation sera déposé au Greffe du Tribunal de commerce, conformément aux dispositions de l'article R224-3 du Code de Commerce et de l'article 49 du décret n° 84-406 du 30 mai 1984.

Monsieur Thomas Roussel a pris les décisions suivantes relatives à :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport de la gérance ;
- Transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée ;
- Adoption des statuts de la Société sous sa nouvelle forme ;
- Désignation du Président de la Société sous sa nouvelle forme ;
- Pouvoirs pour accomplir les formalités légales ;

PREMIERE RESOLUTION

L'associé unique, après avoir lecture du rapport du Cabinet SAS ARICE, Commissaire à la Transformation désigné par décision unanime des associés, en ce qui concerne l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers consentis au profit d'associés ou de tiers, conformément aux dispositions de l'article L.224-3 du Code de commerce, approuve expressément cette évaluation et constate qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers.

L'associé unique prend acte de ce qu'il est attesté, aux termes de ce rapport, que le montant des capitaux propres est au moins égal au capital social.

TR

DEUXIEME RESOLUTION

L'Associé unique, après lecture de son rapport et du rapport sur la situation de la Société prévu par l'article L.223-43 du Code de commerce, établi par le Cabinet SAS ARICE, Commissaire à la Transformation, constatant que le capital social est de 1.000 euros, soit au moins égal au minimum requis, décide de transformer la Société en Société par Actions Simplifiée à compter de ce jour. Cette transformation régulièrement effectuée n'entraînera pas la création d'une personne morale nouvelle.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de la décision qui précède, l'Associé unique adopte les statuts de la Société sous la forme nouvelle de Société par actions simplifiée, dont le texte demeurera annexé au présent procès-verbal.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de Président, à compter de ce jour et pour une durée illimitée :

Monsieur Thomas Roussel
Né le 21 janvier 1979 à Dijon (21)
Demeurant 68 bis rue du Poteau 75018 Paris
De nationalité française

La rémunération du Président sera fixée ultérieurement. Les Frais de représentation, de voyages et de déplacements, lui seront remboursés sur pièces justificatives.

Monsieur Thomas Roussel accepte le mandat qui vient de lui être confié et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

CINQUIEME RESOLUTION

L'associé unique décide que la durée de l'exercice social en cours, qui sera clos le 31 décembre 2016, n'a pas à être modifiée du fait de l'adoption de la forme de la Société par Actions Simplifiée.

Les comptes de cet exercice seront établis, présentés et contrôlés conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et les dispositions de du Livre II du Code de commerce relatives aux Sociétés par Actions Simplifiée.

Le Gérant de la Société sous sa forme à Responsabilité Limitée présentera lors de la décision collective des associés qui statuera sur ces comptes, un rapport rendant compte de sa gestion lors de l'exécution de son mandat pendant la période comprise entre le premier jour dudit exercice et celui de la transformation.

Ce rapport sera soumis au droit de communication des associés conformément aux nouveaux statuts et aux dispositions légales et réglementaires.

Les comptes de l'exercice en cours seront approuvés par la collectivité des associés selon les règles fixées par les nouveaux statuts.

La collectivité des associés devra statuer également sur le quitus à accorder au Gérant de la Société sous son ancienne forme.

Le bénéfice dudit exercice sera affecté et réparti suivant les dispositions des statuts de la Société sous sa nouvelle forme.

Les fonctions de la Gérance, assumées par Monsieur Thomas Roussel, prennent fin à compter de ce jour sous réserve des décisions prises ci-dessus relatives à son rapport de gestion.

Monsieur Thomas Roussel, Gérant de la société, déclare accepter expressément la transformation de la Société en Société par Actions Simplifiée avec toutes ses conséquences.

TR

SIXIEME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent et de l'acceptation de ses fonctions par le Président, l'Associé Unique constate que la transformation de la Société A440 en Société par Actions Simplifiée est définitivement réalisée.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Associé unique donne tous pouvoirs au porteur de l'original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité, et autres qu'il appartiendra.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture faite, a été signé par la Présidence.

Monsieur Thomas Roussel



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 17-10-2016

N° DE DEPOT : 2016R102988

N° GESTION : 2010B10964

N° SIREN : 522569029

DENOMINATION : A440

ADRESSE : 68 bis rue du Poteau 75018 Paris

DATE D'ACTE : 31-08-2016

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

STATUTS

MIS A JOUR AU
31 août 2016

S.A.S.U.

A440

Le soussigné :

- Monsieur Thomas ROUSSEL, né le 21 janvier 1979 à DIJON – (21), de nationalité française, demeurant 68 bis rue du Poteau, 75018 Paris, marié à Madame Jeanne PIFFAUT sous le régime de la séparation de biens défini par les articles 1536 et suivants du Code Civil contenant société d'acquêts, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Jean-Michel LE ROSSIGNOL, Notaire à Paris, le 13 juin 2006, préalable à l'union célébrée à la mairie de BUXY (71390), le 22 juillet 2006.

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle A440.

Article 1 - Forme

Par acte sous seing privé en date du 23 avril 2010 à Paris, , il a été constitué une société à responsabilité limitée, déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 21 mai 2010 sous le numéro 43439, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris en date du 21 mai 2010 sous les numéros S22 569 069 et 2010 B 10964.

Transformée sous forme de Société par Actions Simplifiée suivant décision extraordinaire de l'associé unique en date du 31 août 2016.

Il existe entre le propriétaire des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par le livre II, titre I et titre II chapitre VII du Code de Commerce, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination sociale

La dénomination de la société reste : « A440 »

Dans tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou « société par actions simplifiée unipersonnelle » ou des initiales « S.A.S. » ou « S.A.S.U. », ensuite de l'énonciation du montant du capital social, du siège social, du numéro d'identification SIREN puis la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le Greffe où elle est immatriculée.

Article 3 - Objet social

La société continue d'avoir pour objet, en France et à l'Etranger :

- l'édition ainsi que la création, l'exploitation, la vente, la distribution selon toute forme et par tous procédés d'œuvres musicales,
- la production, l'organisation, l'exploitation, la promotion, la vente et la diffusion de spectacles vivants (moins de 6 représentations par année),
- la production, la vente, la distribution, la diffusion et l'exploitation selon toute forme et par tous procédés d'œuvres audiovisuelles (à l'exception des œuvres cinématographiques),
- l'acquisition et l'exploitation, sous toute forme et sur tous supports, de tous droits se rapportant aux domaines de la musique et des spectacles, ainsi que toute opération annexe s'y rapportant,
- la fourniture de prestations de conseils et de services de rapportant directement ou indirectement à toute activité artistique et/ou culturelle,

- la participation, la prise d'intérêt direct ou indirect et sous toute forme, dans toute société ou entreprise existante ou à créer, poursuivant un objet similaire ou de nature à favoriser l'objet social de la société,
- la production de phonogrammes, ainsi que l'exploitation, l'achat, la vente, la distribution et la diffusion de tous enregistrements sonores.
- Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

Article 4 - Siège social

Le siège social demeure fixé au 68 bis rue du Poteau à Paris (75018).

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe, par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés, et, partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de la collectivité des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Article 6 - Apports

Lors de la constitution de la société, le 23 avril 2010, il a été fait apport de la somme en numéraire de 1 000 euros (mille euros).

Article 7 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions

Le capital social demeure fixé à la somme de : 1 000 euros (mille euros).

Il reste divisé en 100 actions de 10 euros chacune, entièrement libérées et attribuées à :

- Monsieur Thomas ROUSSEL à concurrence de 100 actions numérotées de 1 à 100.

Total des actions formant le capital social : 100 actions.

Article 8 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seul compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Article 9 - Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Les versements exigibles non effectués par les associés sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1) Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. A chaque action à droit de vote simple est attachée une seule voix.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés.

Chaque action quel que soit sa catégorie donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2) Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

3) Les droits et obligations attachés à l'action suivent la propriété du titre. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

4) Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

5) Hors les cas prévus par la loi, les associés ne peuvent effectuer aucun prélèvement sur l'actif social.

Article 11 - Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1) Les actions sont nominatives. Elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

2) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire et accompagné le cas échéant des pièces justificatives.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

3) Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

4) L'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

5) Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 12 - Transmission des actions

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Sont par conséquent libres les opérations de toute nature réalisées entre associés.

Par cession il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement. Sont aussi considérées comme des cessions, pour l'application des présentes stipulations, la location et le crédit-bail d'actions.

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers,

dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Article 13 - Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige et administre la société.

Article 14 - Directeurs généraux

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux chargés d'assister le président.

Tout directeur général est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation. En cas de démission

NR

ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, concurremment avec le président, les mêmes pouvoirs que celui-ci. Sa rémunération est fixée par la collectivité des associés.

Les stipulations des quatrième et cinquième alinéas de l'article 14 des présents statuts sont applicables au directeur général.

Article 15 - Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 16 - Conventions soumises à approbation

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des associés.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 17 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 16 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 18 - Compte courant d'associé

Chaque associé peut consentir des avances à la société sous forme de versements en numéraire. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre les intéressés et la présidence en conformité avec les dispositions de l'article 16. A défaut d'acte séparé, les fonds sont rémunérés au taux fiscalement déductible et ne pourront être remboursés que sur préavis donné à la présidence ou à la collectivité des associés s'il s'agit du président, par lettre avec accusé de réception, au moins trois mois à l'avance.

Il est rappelé que les comptes courants ne peuvent jamais être débiteurs.

Article 19 - Modalités de la consultation des associés

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du président.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, les décisions collectives revêtent la forme d'une consultation écrite.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution.

En cas de décisions prises en assemblée, le président adresse celle-ci aux associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visio-conférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

Article 20 - Décisions collectives

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions composant le capital social. Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination et révocation du président et des directeurs généraux,
- approbation des comptes et répartition du résultat,
- approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions composant le capital social. Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution, prorogation, transformation de la société,

- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts,
- agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

Article 21 - Procès-verbaux

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 22 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Article 23 - Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 24 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 25 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 26 - Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1) La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

2) Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

3) A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Article 27 - Nomination du premier président

Monsieur Thomas ROUSSEL est nommé président de la société pour une durée indéterminée.

Monsieur Thomas ROUSSEL accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat social.

Le Président fixera lui-même sa rémunération en fonction des ressources, du chiffre d'affaire et du résultat de la société.

La rémunération du Président et son mode de calcul seront soumises à l'approbation de la collectivité des associés dans les conditions prévues à l'article 16 des présents statuts.

Article 28 - Jouissance de la personnalité morale et engagements de la période de formation

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Ces engagements seront repris par la société du fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 29 - Publicité et pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Thomas ROUSSEL ou son mandataire, pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 30 - Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

* * *

Fait à Paris, le 31 août 2016, en autant d'originaux que nécessaires.

Monsieur Thomas ROUSSEL

« Mention manuscrite : Bon pour acceptation des fonctions de Président »

SASU A440 – Statuts à jour au 31 août 2016

Bon pour acceptation des fonctions
de Président
